

 varia

Définir Al-Qaida

par Jean-Pierre Filiu

Depuis le 11 septembre 2001, Al-Qaida a suscité une production éditoriale considérable. Les milliers d'ouvrages¹, de dossiers et d'enquêtes consacrés à ce phénomène perçu comme radicalement nouveau sont toutefois, pour la plupart, de facture très contestable. Des centaines de « spécialistes » autoproclamés ont surgi sur un marché du « contre-terrorisme » particulièrement porteur en ressources convoitées, aussi bien matérielles que symboliques. L'essentiel de cette littérature est de ce fait composé d'écrits de commande au sensationnalisme douteux et à la maîtrise approximative.

La nature par définition obscure de cette organisation clandestine, engagée dans le terrorisme de masse, a cependant encouragé la conduite d'investigations journalistiques d'une indéniable qualité². Quant à la recherche académique, elle a été fournie et exigeante³, et l'édition critique des textes d'Al-Qaida⁴ a nourri la réflexion sur le rapport de cette organisation à l'Islam. Il convient aussi de noter que la proposition d'un champ dédié aux *jihadi studies*⁵ creuse son sillon aux États-Unis, même si

1. En octobre 2009, Amazon.com proposait près de 17 000 titres liés à Al-Qaida.

2. Les enquêtes les plus professionnelles sont celles de Jonathan Randal, *Osama: The Making of a Terrorist*, Londres, I. B. Tauris, 2005 (*Oussama*, Paris, Albin Michel, 2004) ; Jason Burke, *Al-Qaeda, Casting a Shadow of Terror*, Londres, I. B. Tauris, 2003 (*Al-Qaida, la véritable histoire de l'Islam radical*, Paris, La Découverte, 2005) ; Peter Bergen, *The Osama Bin Laden I Know*, New York, Free Press, 2006 (*Ben Laden, l'insaisissable*, Neuilly-sur-Seine, Michel Lafon, 2006) ; Lawrence Wright, *The Looming Tower*, New York, Random House, 2006 (*La guerre cachée*, Paris, Robert Laffont, 2007) ; Steve Coll, *The Bin Ladens*, Londres, Allen Lane, 2008, et Ian Hamel, *L'énigme Oussama Ben Laden*, Paris, Payot, 2008.

3. Gilles Kepel, *Fitna*, Paris, Gallimard, 2004 et *Terreur et martyre*, Paris, Flammarion, 2008 ; Olivier Roy, *Les illusions du 11 septembre : le débat stratégique face au terrorisme*, Paris, Le Seuil, 2002, *L'Islam mondialisé*, Paris, Le Seuil 2002, et *Le Croissant et le chaos*, Paris, Hachette, 2007 ; François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaida*, Paris, La Découverte, 2005.

4. G. Kepel (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, Paris, PUF, 2005 (seconde édition en 2008).

5. Thomas Hegghammer, « Jihadi Studies », *Times Literary Supplement*, 2 avril 2008. Sur le débat relatif aux *jihadi studies*, voir www.jihadica.com.

la mise en commun des expertises des *security studies* et des *Islamic studies* n'a pas toujours été harmonieuse.

Au-delà de ces questions d'opportunité et de méthode, nous nous emploierons à clarifier la définition d'Al-Qaïda en tant qu'objet d'étude, en confrontant des concepts issus de champs différents. Cette organisation se distingue en effet des autres formations islamistes par sa dimension salafiste jihadiste, mais aussi, et surtout, par sa vocation globale, qui tranche avec une tradition multiséculaire de l'Islam. Cette modernité paradoxale d'Al-Qaïda⁶ peut être également mise en perspective par les outils d'analyse des mouvements sociaux. À cet égard, le débat relatif au degré de centralité d'Al-Qaïda dans une nébuleuse globalisée ne cesse d'alimenter de vives discussions.

Un salafisme jihadiste à vocation globale

Le concept de « salafisme » connaît une popularité croissante dans les études contemporaines consacrées aux mouvements islamistes. À la différence des termes précédemment en vogue de « fondamentalisme » ou d'« intégrisme », la notion de « salafisme » (*salafīyya*) n'apparaît pas importée depuis l'appareil construit pour l'observation des monothéismes juif et chrétien. Elle est au contraire revendiquée par les acteurs concernés qui prétendent suivre la voie tracée par les pieux prédécesseurs (*salaf al-sâlib*), c'est-à-dire les Compagnons du Prophète (570-632) et les deux premières générations de l'Islam⁷. Le salafisme est donc un mouvement de restauration de la pureté de l'Islam originel, tel qu'il aurait été pratiqué à l'époque des quatre premiers califes, de 632 à 661, puis dans les premiers temps de la dynastie omeyyade, établie à Damas de 661 à 750. Cette phase initiale de l'Islam a été marquée par la « grande discorde » (*fitna*) entre la majorité sunnite et la minorité chiite⁸, discorde que le salafisme exacerbe en exaltant la victoire de « l'orthodoxie » sunnite sur les « hérétiques » chiites.

Les quatre grandes écoles du sunnisme se sont formalisées au cours du IX^e siècle, lorsque le califat abbasside dominait l'Islam depuis Bagdad. Parmi les quatre fondateurs de ces courants, qui structurent toujours le sunnisme contemporain, Ahmad Ibn Hanbal (780-855) se distingua par sa défense

6. John Gray souligne que « l'idéologie d'Al-Qaïda est un hybride typiquement moderne », tandis que son mode de fonctionnement ne renvoie que superficiellement à des « valeurs prémodernes ». John Gray, *Al-Qaeda and What It Means to Be Modern*, New York, The New Press, 2003, p. 77-80 (nous traduisons).

7. Ces deux générations sont celle des « successeurs » (*tâbi'ûn*) des Compagnons du Prophète et celle de leurs propres successeurs (*tâbi'û al-tâbi'in*), même si le dogme wahhabite exclut théoriquement toute révérence particulière à cette dernière.

8. Hichem Djâit, *La grande discorde*, Paris, Gallimard, 1989.

militante de la nature incréée du Coran. En cela, il s'opposa aux tendances rationalisantes que le calife al-Ma'moun (786-833) tenta d'imposer comme dogme officiel sous son règne⁹. Ibn Hanbal résista à l'Inquisition (*Mibna*) instituée par ce calife pour faire taire les voix dissidentes et se posa en modèle du religieux indomptable face au clergé d'État¹⁰, modèle que les militants d'aujourd'hui ont recyclé dans l'opposition entre « oulémas du jihad » et « oulémas de palais ». Dans le cadre de son combat contre le régime abbaside, Ibn Hanbal fonda l'école « hanbalite » dont se réclama Ibn Taimiyya (1263-1328), champion syrien de la purification de l'Islam contre les Croisés et les Mongols, toujours très populaire sept siècles plus tard. Ibn Hanbal fut surtout l'inspirateur d'Ibn Abdel Wahhab (1703-1787), dont l'interprétation strictement « unitarienne » (*muwabbid*) est portée par le clan des Saoud en Arabie centrale. L'alliance entre la prédication « wahhabite » et l'ambition des Saoud nourrit trois expériences successives de construction politique, dont la plus récente aboutit en 1932 à l'instauration du royaume d'Arabie Saoudite, seul État arabe à n'avoir jamais été colonisé (le cas du Yémen étant en effet très particulier¹¹). Du fait de cette filiation hanbalite, le devenir du salafisme contemporain est intimement lié à l'évolution du wahhabisme, tant en termes de débats internes à l'Islam saoudien que du point de vue du rayonnement de l'interprétation saoudienne du dogme sunnite.

Al-Qaida dans la mouvance salafiste

La revendication d'orthodoxie, constitutive du salafisme, est répandue bien au-delà de l'école hanbalite et de son avatar wahhabite, auquel souscrivent les pouvoirs de l'Arabie Saoudite et du Qatar. La diversité de la famille salafiste est à la fois profonde et fluide, tant il est vrai que la démarche salafiste repose moins sur la nostalgie d'un âge d'or que sur la relecture critique et plurielle d'un présent vécu comme inaccompli ou injuste. Les modes d'invocation des « pieux prédécesseurs » nous renseignent moins sur ces derniers qu'ils ne nous éclairent sur les ressorts des forces qui s'emploient à capter cette légitimité dérivée du Prophète et de ses Compagnons. Pour baliser un champ

9. Il s'agit du courant mu'tazilite, tenant du libre arbitre de la personne et convaincu du caractère historique du Coran, dont la forme et le fond ne sauraient, selon cette interprétation, être assimilés à l'un des attributs de la puissance divine.

10. Yadh Ben Achour, *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite*, Paris, PUF, 2008, p. 40.

11. L'imamat du Yémen a certes pu préserver son indépendance, mais toute la partie méridionale du pays est passée sous protectorat britannique à partir de 1904. La République arabe du Yémen, établie à Sanaa au Nord en 1962, et la République démocratique et populaire du Yémen, établie à Aden au Sud en 1967, forment un seul et même État depuis 1990.

particulièrement touffu, Bernard Rougier a proposé une typologie très éclairante, distinguant les salafismes réformiste, littéraliste et jihadiste¹².

Le salafisme réformiste puise ses racines dans le panislamisme de combat, prôné à la fin du XIX^e siècle par le Persan Jamaledine al-Afghani et l'Égyptien Mohammed Abdou, dans le but de résister à l'agression coloniale et à l'impérialisme européen¹³. Le projet de régénération interne de l'Islam se démarquait donc d'un strict retour aux sources, puisqu'il devait sous-tendre une véritable renaissance islamique face à l'intrusion matérialiste. Cette même aspiration à un sursaut civilisationnel anima l'Égyptien Hassan al-Banna, lors de la fondation des Frères musulmans en 1928. La contribution de cette organisation à la lutte antibritannique en Égypte et antisioniste en Palestine lui permit d'asseoir son prestige militant, mais le nationalisme arabe, une fois consolidé par son installation au pouvoir, sous sa forme nassérienne en Égypte et baasiste en Syrie, se retourna contre les Frères musulmans. Au cours de la « guerre froide » qui déchira le monde arabe dans les années 1960, des milliers de membres de cette organisation trouvèrent refuge en Arabie Saoudite, où le wahhabisme d'État manquait cruellement de cadres religieux. De cet amalgame entre clercs saoudiens et Frères musulmans exilés naquirent les institutions de formation locale et de diffusion internationale du salafisme réformiste.

Le salafisme littéraliste prône plus classiquement l'observance rigoureuse des textes sacrés, même si leur interprétation ne suffit pas à éviter les polémiques et les divergences. Une référence majeure de ce courant fut le cheikh syrien Nasir al-Din al-Albani (1914-1999), qui ne se rattachait pas à l'école hanbalite¹⁴, mais dont l'approche de la tradition prophétique (*hadith*) gagna une influence considérable en Arabie. Toute forme d'engagement militant était condamnée comme étant un associationnisme (*chirk*)¹⁵, le seul péché qui ne souffre aucune absolution, car il est négation de l'unicité de Dieu, et Albani martela que « la bonne politique [était] d'abandonner la politique » (*min al-siyasa tark al-siyasa*)¹⁶. Il prit publiquement ses distances avec l'activisme des

12. Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, PUF, 2008, p. 15-19.

13. Cette filiation historique est rarement reconnue par les salafistes contemporains, qui rejettent l'approche rationalisante de Abdou et de Afghani.

14. Né en Albanie et formé en Syrie, Albani est d'obédience hanafite (les deux autres écoles du sunnisme, la malékite, dominante en Afrique du Nord, et la chaféite, majoritaire en Égypte et en Asie du Sud-Est, comptent elles aussi des représentants dans la mouvance salafiste).

15. « Allah ne pardonne pas qu'on lui associe quoi ou qui que ce soit, Il pardonne à qui Il veut des péchés moins graves que celui-ci, mais celui qui Lui donne des associés s'égare sans retour. » Coran, IV, 116 (traduction de Denise Masson, revue par le cheikh Sobhi Saleh, Beyrouth, Dar al-Kitab al-Lubnani, 1980).

16. Stéphane Lacroix, « L'apport de Mohammed Nasir al-Din al-Albani », dans B. Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, op. cit., p. 55.

Frères musulmans et, après 1967, encouragea même les Palestiniens à fuir la Cisjordanie et Gaza, plutôt que de résister à l'occupation israélienne¹⁷. Le salafisme littéraliste est donc apolitique, voire antipolitique, et se présente parfois comme le « salafisme scientifique » (*al-salafiyya al-'ilmiyya*) au Moyen-Orient, alors qu'il peut être décrit comme le « salafisme de la prédication » (*salafiyya al-da'wa*) en Afrique du Nord¹⁸.

Le salafisme jihadiste (*al-salafiyya al-jihâdiyya*), quant à lui, émergea tardivement, dans le contexte très spécifique du soutien de l'Arabie Saoudite au jihad afghan de libération antisoviétique (1979-1989). La figure centrale de ce troisième courant fut Abdallah Azzam (1941-1989), ancien dirigeant palestinien des Frères musulmans jordaniens, qui rompit avec le salafisme réformiste, trop timoré à ses yeux. En 1984, Azzam, secondé par Oussama Ben Laden, fonda à Peshawar le Bureau des Services, instrument d'une campagne internationale de mobilisation, qui conduisit des milliers de « volontaires » arabes dans des camps d'entraînement au Pakistan. Toutefois, seule une faible minorité d'entre eux participa de façon effective aux combats contre l'Armée rouge en Afghanistan, la plupart cultivant anathèmes et surenchères depuis leur exil pakistanais. Le groupe du Jihad islamique en Égypte (JIE), mené par le « Docteur Fadel »¹⁹ et Ayman Zawahiri, se distingua par son intransigeance et généralisa le recours au *takfir*²⁰, accusation d'infidélité lancée à l'encontre d'un adversaire musulman, qui permet d'exclure celui-ci de la communauté des croyants et, en ultime instance, d'autoriser son élimination pour apostasie.

Alors même que Azzam était toujours révééré comme « imam du jihad » dans la communauté salafiste de Peshawar, les tensions s'aggravèrent entre le chef du Bureau des Services et Ben Laden, de plus en plus gagné aux thèses du JIE²¹. En août 1988, celui-ci fonda secrètement l'organisation Al-Qaida, littéralement « la base », au Pakistan. Ses membres prêtèrent allégeance à Ben Laden, et le reconnurent formellement comme leur « émir », en fait leur commandant. Le « Docteur Fadel » et Zawahiri insufflèrent leur intolérance agressive à cette formation clandestine, vouée à combattre à la fois les « infidèles » et leurs alliés musulmans²². Al-Qaida s'établit en fait comme la phalange arabe d'un implacable jihad, disposée à s'enrôler aux côtés des partis afghans les plus

17. *Ibid.*, p. 56.

18. Samir Amghar, « Le salafisme en France », *Critique internationale*, 40, juillet-septembre 2008, p. 96 ; Amel Boubekeur, « Salafism and Radical Politics in Algeria », *Carnegie papers*, 11, septembre 2008, p. 13.

19. Pseudonyme de Sayyid Imam al-Sharif, aussi connu sous le nom de Abdelkader Ibn Abdelaziz.

20. Littéralement, « infidélisation », parfois traduit par « excommunication », ce terme tiré de *kâfir* (infidèle, mécréant) désigne le fait de qualifier un musulman d'infidèle, voire d'apostat, de trahir sa religion.

21. Fawaz Gerges, *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, New York, Cambridge University Press, 2005, p. 139.

22. L. Wright, *La guerre cachée*, *op. cit.*, p. 144.

extrémistes. Elle s'émancipa ainsi de la tutelle saoudienne, qui veillait à maintenir un équilibre même instable entre les différentes factions de la guérilla antisoviétique, et surtout à éviter toute guerre civile après le retrait de l'Armée rouge, en février 1989. La mort de Azzam dans un attentat à Peshawar en novembre 1989²³ priva le salafisme jihadiste d'une figure tutélaire et publique, tandis qu'Al-Qaïda se gardait bien d'émerger de la clandestinité.

L'invasion irakienne du Koweït en août 1990 entraîna une recomposition brutale de l'ensemble de la mouvance salafiste. En effet, les Frères musulmans soutinrent partout le coup de force de Bagdad, s'attirant les foudres de leur ancien protecteur saoudien, déterminé à solliciter le déploiement de centaines de milliers de militaires américains sur son territoire. La crise fut sévère entre le royaume wahhabite et le salafisme réformiste, dont la composante saoudienne entra en dissidence active sous le nom de *Sabwa* (Réveil). L'Arabie Saoudite décida alors de favoriser le salafisme littéraliste et les disciples de Albani prirent le contrôle de l'Université islamique de Médine, qui devint un pôle majeur de diffusion internationale d'un dogme apolitique, et donc loyaliste. Quant à Ben Laden, jusqu'alors fidèle à la famille des Saoud, il fut d'autant plus ulcéré par le recours aux forces américaines qu'il avait proposé de mettre ses propres partisans au service de la sécurité du royaume²⁴. Ce fut le début d'une rupture qui s'aggrava avec le retour de l'émir d'Al-Qaïda à Peshawar, en mai 1991, puis son installation avec plusieurs centaines d'affidés à Khartoum, quelques mois plus tard.

La vision d'un jihad global

Al-Qaïda émergea dans l'espace jihadiste d'un champ salafiste que la crise de l'été 1990 et le traumatisme du recours saoudien aux armées « infidèles » avaient durablement divisé : le salafisme littéraliste fut en effet coopté aux commandes des réseaux wahhabites de légitimation intérieure et de prosélytisme extérieur, tandis que le salafisme réformiste animait la contestation politique des régimes en place, dont celui de l'Arabie Saoudite. Toutefois, au

23. Différents services de renseignement (américains, israéliens, jordaniens, pakistanais, afghans ou soviétiques) furent accusés de ce meurtre, mais certains y virent également l'action machiavélique de Zawahiri, en liaison avec les radicaux afghans. Voir notamment Peter Bergen, *Ben Laden l'insaisissable*, op. cit., p. 137-138. Force est de constater cependant qu'Al-Qaïda célèbre ostensiblement la mémoire de « l'imam du jihad ».

24. La proposition fut soumise quelques jours après l'invasion irakienne du Koweït, au cours d'une audience accordée à Ben Laden par le prince Sultan, ministre de la Défense, en présence de Abdallah al-Turki, secrétaire général de la Ligue islamique mondiale. Voir S. Coll, *Ghost Wars*, Londres, Penguin Books, 2005, p. 223. Les premières tensions entre l'émir d'Al-Qaïda et le régime saoudien étaient apparues quelques mois plus tôt, lorsque le ministre de l'Intérieur avait décidé de retirer son passeport à Ben Laden, afin de le dissuader d'encourager la subversion jihadiste dans le Yémen voisin. Jean-Pierre Filiu, *Les neuf vies d'Al-Qaïda*, Paris, Fayard, 2009, p. 49.

sein même du salafisme jihadiste, Al-Qaida occupa très tôt une place à part, combinant un militarisme d'inspiration panislamique et un projet social révolutionnaire. Cette combinaison correspond aux parcours parallèles du tandem dirigeant de l'organisation : celui de Ben Laden s'inscrivait dans le prolongement d'un militantisme panislamique, longtemps encouragé par les autorités saoudiennes, tandis que Zawahiri, emprisonné et torturé après l'assassinat du Président Sadate en 1981, prônait une guerre totale contre les pouvoirs « apostats ». Pourtant, c'est la définition même d'un jihad à vocation globale qui fonde l'originalité d'Al-Qaida.

La formalisation de la doctrine classique du jihad remonte au Moyen-Âge musulman²⁵ et repose sur la distinction fondamentale entre jihad offensif (*jibâd al-talab*), de propagation armée de la foi, et jihad défensif (*jibâd al-daf*), de protection des fidèles et de leur territoire. Seuls le calife ou ses mandataires ont autorité pour proclamer le jihad, avec l'aval des docteurs de la loi (oulémas). Le jihad est certes une obligation religieuse (*fard*), mais celle-ci est de nature collective (*fard kifaya*) dans le cas de la propagation armée de la foi, où une partie de la communauté peut s'acquitter de cette mission au nom de l'ensemble des croyants. Le jihad ne peut devenir une obligation individuelle (*fard 'ayn*) que dans le cadre de la protection des fidèles et de leur territoire, mais, là encore, sous réserve de l'avis des oulémas. Les dernières campagnes de jihad offensif furent menées au XVIII^e siècle par l'Empire ottoman en Europe et par l'Empire moghol dans l'Inde dravidiennne. Ce fut l'expansion coloniale qui, à partir du XIX^e siècle, provoqua des mouvements de résistance populaire, et la trace de ce jihad défensif peut être suivie depuis le soulèvement antifrçais de l'émir Abdelkader en Algérie, de 1832 à 1847, jusqu'au jihad antisoviétique de libération de l'Afghanistan.

Azzam eut fort à faire pour stimuler les vocations arabes dans le sens d'un ralliement au théâtre afghan : durant les quatre premières années de l'occupation soviétique (1979-1983), seule une poignée de militants arabes vinrent s'installer à Peshawar. Azzam se prévalut alors de ses études religieuses (à Damas et au Caire) et de son titre de « cheikh » pour édicter en 1983 (et réitérer en 1984) une fatwa prescrivant aux non-Afghans le jihad en Afghanistan : « Si un empan d'un territoire musulman est attaqué, le jihad s'impose personnellement à celui qui habite ce pays et à celui qui en est voisin. S'ils sont trop peu nombreux, incapables ou réticents, alors ce devoir s'impose à ceux qui sont proches, jusqu'à gagner la terre entière »²⁶. Cette démarche casuistique visait à présenter le jihad en Afghanistan comme une

25. Alfred Morabia, *Le Jihad dans l'Islam médiéval*, Paris, Albin Michel, 1993.

26. G. Kepel (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, op. cit., p. 149.

obligation individuelle, accomplie dans le cadre d'un jihad défensif. Malgré le soutien de l'Arabie Saoudite à la campagne antisoviétique, la fatwa de Azzam ne fut jamais endossée par la hiérarchie religieuse du royaume, bien trop consciente des risques de dérapage dogmatique et politique d'une telle argumentation. Le salafisme jihadiste se caractérisa d'emblée par cet accent mis sur la dimension individuelle du jihad, cautionnée par des oulémas militants, situés, au mieux, en marge de l'institution cléricale.

Le volontarisme transfrontalier de Azzam fut également porté par Ben Laden, son adjoint à la tête du Bureau des Services. Ce réseau international de mobilisation de volontaires à destination du jihad afghan était particulièrement bien implanté dans le Golfe, mais aussi aux États-Unis²⁷ où Azzam menait des tournées de promotion militante. L'héritage du Bureau des Services, essentiel dans la structuration d'Al-Qaida, fut complété par l'apport de Zawahiri et du JIE, pour lesquels l'obligation individuelle renvoyait au devoir de révolte contre les gouvernants « apostats ». Telle fut la thèse centrale de « L'impératif occulté », le pamphlet de Abdel Salam Faraj qui inspira les assassins du Président Sadate en 1981²⁸. L'arme fatale du *takfir* permit d'élargir à l'infini le champ de l'apostasie et d'y englober l'ensemble des ennemis musulmans, désormais traités comme des traîtres à l'Islam bien pires que les « infidèles ». A la faveur de leur exil pakistanais, Ben Laden et Zawahiri accentuèrent l'impératif individuel de l'engagement jihadiste et en fusionnèrent dans Al-Qaida les composantes panislamique et révolutionnaire. La disparition de Azzam et la rupture avec l'Arabie Saoudite levèrent en 1989-1991 les hypothèques les plus sérieuses au plein développement de la logique jihadiste propre à Al-Qaida. Zawahiri approfondit en 1992 la dialectique entre « l'ennemi proche », (faussement) musulman, et « l'ennemi lointain », infidèle. Il en conclut, comme l'avait fait Faraj, que « le combat contre les gouvernants apostats [était] plus urgent »²⁹. En 1993, Ben Laden, réfugié au Soudan, rédigea à l'intention de ses partisans une fatwa prescrivant le jihad contre les États-Unis en Somalie. Ce document à usage interne, visiblement inspiré par la fatwa fondatrice de Azzam au sujet de l'Afghanistan dix ans plus tôt, ne connut cependant aucune publicité et n'amplifia pas l'engagement somme toute fort limité d'Al-Qaida dans le conflit somalien³⁰. D'une tout autre portée furent les deux déclarations de jihad formulées par Ben Laden depuis l'Afghanistan en

27. Le Bureau des Services disposait de plusieurs dizaines d'antennes aux États-Unis qui ont fourni l'armature du développement des réseaux d'Al-Qaida dans ce pays. L. Wright, *La guerre cachée*, op. cit., p. 180.

28. G. Kepel, *Le prophète et le pharaon*, Paris, Le Seuil, 1993, chap. 5.

29. G. Kepel (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, op. cit., p. 257.

30. J. Randal, *Oussama*, op. cit., p. 151.

août 1996 et février 1998. L'émir d'Al-Qaida se paraît désormais du titre de « cheikh » et martelait ses références d'autodidacte pour justifier l'impératif individuel d'un jihad à vocation planétaire.

En août 1996, Ben Laden proclama le « jihad contre les Américains qui [occupaient] le pays des deux saintes mosquées »³¹, l'Arabie Saoudite. Il reprit le raisonnement de Azzam pour justifier la priorité accordée au jihad antisoviétique en 1984 et plaça la « libération » de l'Arabie au-dessus de tout autre combat, car « lorsque les devoirs s'accumulent, il faut commencer par le plus important »³². Comme sous la plume de Azzam, l'astuce casuistique visait à présenter comme défensif un jihad qui devenait dès lors une obligation individuelle. Or la défense du territoire musulman, en l'occurrence l'Arabie, n'était pas limitée au sol saoudien. En déclarant emphatiquement le jihad anti-américain, Ben Laden visait plus généralement à « effacer l'injustice commise envers la nation musulmane (*oumma*) par la coalition judéo-croisée »³³. L'offensive de celle-ci étant présentée comme planétaire, cette version inédite du jihad était vouée à se décliner sur tous les fronts de « défense ».

En février 1998, Ben Laden et Zawahiri allèrent jusqu'au bout de leur démarche en lançant le « Front islamique mondial pour le jihad contre les Juifs et les Croisés ». Ils édictèrent à cette occasion un impératif catégorique, à valeur universelle : « Tuer les Américains et leurs alliés, qu'ils soient civils ou militaires, est un devoir qui s'impose à tout musulman qui le pourra, dans tout pays où il se trouvera »³⁴. La rupture amorcée par Azzam était cette fois consommée avec la tradition classique du jihad et sa pratique au cours des siècles. En effet, la jurisprudence islamique a toujours fait la distinction entre les cibles civiles et militaires, tandis que le jihad, surtout dans sa dimension individuelle, ne pouvait être prescrit qu'en relation avec un territoire, à défendre, et/ou une population, à protéger. Al-Qaida inventa donc une nouvelle forme de jihad, que l'on peut qualifier de « global »³⁵ par opposition au jihad jusqu'à présent ancré sur la défense effective d'une terre et/ou d'une population, et désigné dès lors comme jihad « national » ou « local ».

31. G. Kepel (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, op. cit., p. 50-51.

32. *Ibid.*, p. 53.

33. *Ibid.*, p. 53.

34. *Ibid.*, p. 67.

35. La langue arabe et donc la propagande d'Al-Qaida emploient le terme '*alamy*' pour signifier « mondial » (comme le « Front islamique mondial pour le jihad contre les Juifs et les Croisés ») ou « global » (comme le « Front islamique global et médiatique », qui relaie les messages d'Al-Qaida sur Internet depuis 2003).

Ayant tiré les leçons de l'échec de la campagne terroriste menée par les jihadistes révolutionnaires en Égypte³⁶, Zawahiri décida de réviser l'ordre des priorités militantes entre « l'ennemi proche » et « l'ennemi lointain »³⁷. La lutte contre les différents régimes « apostats » dans le monde musulman était désormais subordonnée à la guerre projetée jusque sur le territoire de la « coalition judéo-croisée »³⁸. Ce jihad global visait à provoquer l'intervention directe de « l'ennemi lointain » et, ainsi, à galvaniser le combat contre « l'ennemi proche », dont la collaboration avec les « judéo-croisés » serait dévoilée. Tout territoire musulman sous contrôle d'Al-Qaida avait vocation à devenir une « base » (le sens littéral d'Al-Qaida), d'où serait lancé le défi à « l'ennemi lointain ». Les attentats du 11 septembre 2001 furent sciemment planifiés pour déclencher une invasion américaine de l'Afghanistan, où l'armée « judéo-croisée » était censée s'enliser et déstabiliser ses alliés « apostats ». Ainsi, alors que le jihad nationaliste vise à libérer un territoire musulman donné, le jihad global fait preuve d'un profond opportunisme géographique et manipule les crises locales au profit de sa stratégie planétaire.

L'engagement d'Al-Qaida dans un jihad de type inédit permet de comprendre les relations toujours conflictuelles que cette organisation entretient avec les mouvements nationalistes, même ralliés sous la bannière du jihad. La polarisation contre la mouvance la plus nationaliste de la guérilla afghane³⁹ était déjà constitutive de l'émergence de l'organisation en 1988-1989. En Bosnie, en Tchétchénie ou au Cachemire, durant les années 1990, Al-Qaida s'allia aux factions ouvertement opposées à un combat nationaliste⁴⁰ et sacrifia volontiers les enjeux locaux à sa planification d'ensemble. Certes, après l'invasion de l'Irak au printemps 2003, la guérilla irakienne mobilisée contre l'occupant américain accepta le renfort d'Al-Qaida pour faire face à un adversaire aussi puissant, mais l'insurrection nationaliste se retourna contre le jihad global à partir de

36. La Gamaa Islamiyya, groupe rival du JIE de Zawahiri, décida en juillet 1997 de « suspendre » sa campagne terroriste contre le régime du Président Moubarak. Zawahiri convainquit cependant l'un de ses chefs militaires réfugié en Afghanistan d'ordonner un massacre de touristes à Louxor, en novembre 1997. Ce bain de sang, loin de relancer la vague de violence jihadiste, en marqua la fin en Égypte.

37. F. Gerges, *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, op. cit., p. 25-26.

38. Voir notamment les extraits de *Cavaliers sous la bannière du Prophète*, publiés et commentés dans G. Kepel (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, op. cit., p. 285-309. Ce pamphlet de Zawahiri diffusé en décembre 2001 est en fait bien antérieur aux attentats du 11 septembre 2001.

39. Le Jamiat Islami de Burhanuddin Rabbani et de Ahmad Chah Massoud, aux antipodes du Hezb Islami de Gulbuddine Hekmatyar, partenaire historique d'Al-Qaida.

40. J.-P. Filiu, *Les frontières du jihad*, Paris, Fayard, 2006, p. 149-191.

2005-2006. Au Levant, l'antagonisme entre Al-Qaida et le Hamas (issu des Frères musulmans) ou le Hezbollah (chiite) est insurmontable.

Ce clivage global/national renvoie aux terrains d'application du jihad mené par Al-Qaida, d'une part, et ses rivaux « locaux », d'autre part. Il fournit dès lors un critère de distinction objective entre cette organisation et les autres mouvements de jihad armé : les moujahidines antisoviétiques n'ont pas porté leur combat contre l'Armée rouge sur le territoire de l'URSS, et la guérilla irakienne, malgré son extrême violence, ne s'est pas étendue aux pays voisins (alors que la branche irakienne d'Al-Qaida a frappé la capitale jordanienne en novembre 2005). Cette différence est sans doute plus éclairante que les jugements de valeur antinomiques de type radicaux/modérés, de nature fluctuante. Une suggestion de vocabulaire pourrait être de réserver le terme de « jihadiste » aux salafistes jihadistes, donc, entre autres, à Al-Qaida, et le terme de « moujahidine » aux militants engagés dans un jihad de type national. Cette distinction, même si elle reste assez formelle en langue arabe, pourrait contribuer à clarifier l'observation de ces mouvements.

Le caractère global du jihad d'Al-Qaida permet d'expliquer sa difficulté à coopérer avec d'autres formations salafistes jihadistes, tant que celles-ci inscrivent leur projet social et révolutionnaire dans un cadre national. Al-Qaida fut ainsi incapable de collaborer avec le Groupe islamique armé (GIA) algérien, alors même que celui-ci fut largement constitué en 1992 avec des « vétérans » d'Afghanistan et qu'il adopta un slogan déjà cher à Azzam : « Ni dialogue ni réconciliation ni trêve ». Les tensions entre Ben Laden, installé à Khartoum, et le GIA s'exacerbèrent à l'automne 1994, quand le nouvel « émir » algérien, Djamel Zitouni, rejeta toute participation étrangère à la guerre totale menée par son organisation contre le régime militaire⁴¹. Les maquis du GIA comptaient alors 2 000 à 3 000 combattants jihadistes, effectif que n'a jamais atteint Al-Qaida en vingt ans d'existence.

Alors que Zawahiri espérait déstabiliser « l'ennemi proche » et musulman en attirant sur son territoire « l'ennemi lointain » et infidèle, Zitouni concentra sa violence sur « l'ennemi proche », qu'il entendait dissocier de « l'ennemi lointain » : si le GIA mena une campagne terroriste sur le territoire français en 1995-1996, ce fut uniquement en lien avec les grandes offensives des maquis jihadistes contre le gouvernement algérien, que le gouvernement français était sommé de ne plus soutenir. Et même après la disparition de Zitouni en 1996, le GIA se refusa à faire évoluer sa « logique algérienne » vers une logique plus « globale », compatible avec celle d'Al-Qaida.

41. J.-P. Filiu, « The Local and Global Jihad of Al-Qa'ida in the Islamic Maghrib », *Middle East Journal*, 63 (2), printemps 2009, p. 217-219.

A contrario, les formations salafistes jihadistes qui intégrèrent le jihad global n'opérèrent ce saut d'échelle qu'après avoir perdu tout espoir de victoire révolutionnaire dans leur pays d'origine : ce fut le cas du JIE, réduit à l'état de groupuscule dans la vallée du Nil, du Groupe islamique combattant libyen (GICL), évincé dès 1996 de ses maquis de Cyrénaïque, et du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), dissidence du GIA algérien constituée en 1998⁴².

Al-Qaïda occupe donc une place tout fait particulière dans le champ salafiste, du fait de son orientation jihadiste *et* de sa vocation globale, mais ce positionnement dans le champ des études islamiques peut être mieux précisé encore par les instruments d'analyse élaborés en dehors de cette aire culturelle.

Al-Qaïda comme mouvement social ?

L'analyse des mouvements sociaux, parfois formalisée sous le vocable de « Théorie des mouvements sociaux » (TMS), trouve son origine dans l'étude des systèmes politiques d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Les mouvements sociaux, que Sidney Tarrow a définis comme des « défis collectifs, fondés sur des objectifs communs et des solidarités partagées, en interaction continue avec les élites, les adversaires et les autorités »⁴³, sont examinés comme des acteurs rationnels de mobilisation de ressources matérielles ou immatérielles. C'est seulement depuis un peu plus d'une dizaine d'années que les spécialistes du monde musulman ont adapté ces concepts à leur propre terrain⁴⁴. La mobilisation islamiste, en particulier celle des Frères musulmans, a suscité des travaux mettant en lumière la dialectique militante entre le recrutement individuel par l'organisation concernée et l'insertion des réseaux de cette organisation dans le tissu social préexistant⁴⁵.

42. Le JIE s'est formellement dissous dans Al-Qaïda en 2001 et le GICL en 2007, mais ces deux formations avaient déjà perdu tout poids réel en dehors du jihad global. Le GSPC, devenu formellement Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en janvier 2007, a en revanche mis ses implantations locales au service de la planification globale de l'organisation.

43. Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994, p. 4.

44. L'étude pionnière en la matière est celle de Charles Kurzman, « Structural Opportunity and Perceived Opportunity in the Case of the Social Movement Theory: The Case of the Iranian Revolution », *American Sociology Review*, 61, 1996, p. 153-170.

45. « Le recrutement islamiste se construit sur des liens sociaux préexistants, tout en développant une nouvelle forme de solidarité, fondée sur des valeurs et des engagements partagés. » Carie Rosefsky Wickham, *Mobilizing Islam: Religion Activism and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press, 2002, p. 131. Voir aussi Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, notamment l'introduction, p. 17-42, et Quintan Wiktorowicz (dir.), *Islamic Activism: A Social Movement Approach*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

Deux jeunes chercheurs ont récemment consacré leurs thèses de science politique à l'étude de l'islamisme saoudien sous l'angle des mouvements sociaux. Dans l'esprit des travaux de Donatella Della Porta sur la violence politique en Allemagne et en Italie et de sa définition de la « famille gauchiste-libertaire »⁴⁶, Thomas Hegghammer considère l'islamisme comme une « famille » de mouvements sociaux⁴⁷, et identifie des interactions entre les niveaux de base (*micro* : recrutement et radicalisation), intermédiaire (*meso* : mobilisation des entrepreneurs politiques) et d'ensemble (*macro* : action de l'État et mobilisation du champ islamiste). Il élabore ainsi une typologie opérationnelle (*rational-based*) de l'activisme islamiste, où Al-Qaida ne représente que la version violente d'un panislamisme global, nettement différent des autres mouvements armés, de nature nationaliste, socio-révolutionnaire ou confessionnelle. Cette présentation qui souligne la spécificité globale d'Al-Qaida a le très grand mérite de la clarté, mais la question demeure de la propension de l'organisation à nourrir son ambition planétaire, en récupérant et en manipulant à son profit les mobilisations nationalistes, socio-révolutionnaires ou antichiiites, à l'intérieur d'un champ islamiste où elle est pourtant très minoritaire.

Stéphane Lacroix, quant à lui, adapte à l'analyse de la contestation islamiste en Arabie Saoudite, le modèle de Sydney Tarrow sur les cycles de protestation⁴⁸ : la phase ascendante de la mobilisation jusqu'à son « pic » (*mobilization peak*) est suivie par une période de démobilisation, elle-même marquée par un double processus d'institutionnalisation (avec cooptation d'anciens protestataires) et de radicalisation (d'une minorité jusqu'au-boutiste et en perte de vitesse). Dans le cas saoudien, Lacroix situe le « pic de mobilisation » à l'automne 1990, lorsque le recours du régime aux forces américaines suscita une vague de protestation dans tout le royaume. Mais nous avons vu que ce « pic » provoqua également une recomposition majeure du champ salafiste, avec cooptation du « salafisme littéraliste » par la famille royale et entrée en dissidence du « salafisme réformiste » de la *Sabwa*, sur fond de rupture irréconciliable entre le régime et Al-Qaida. Le retour des « vétérans » d'Afghanistan au cours de la décennie suivante, pour mener en Arabie une campagne terroriste de type socio-révolutionnaire, sous la bannière d'« Al-Qaida pour la Péninsule arabique » (AQPA), entraîna dès 2003 le désaveu de la *Sabwa*, elle-même en phase de repli général. Lacroix

46. Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, New York, Cambridge University Press, 1995, p. 3.

47. T. Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia*, New York, Cambridge University Press, 2010.

48. S. Lacroix, *Les islamistes saoudiens, une insurrection manquée*, Paris, PUF, 2010.

considère que le cycle de protestation saoudien se clôt en 2005, année des derniers attentats majeurs d'Al-Qaida en Arabie.

Ces travaux démontrent tout l'intérêt de l'analyse des mouvements sociaux pour contextualiser le développement de l'organisation et expliquer les échecs répétés de sa stratégie terroriste. L'interrogation portant sur la nature même d'Al-Qaida, et donc sur sa capacité à mobiliser des ressources militantes ou légitimantes, demeure cependant ouverte. Un détour par deux approches comparatistes, volontairement choisies en dehors de l'aire arabo-islamique, peut éclairer cette problématique.

Pistes comparatistes

Al-Qaida est le seul mouvement salafiste jihadiste à vocation globale, mais c'est également la première organisation terroriste dont l'ambition soit planétaire. Dès lors, deux pistes d'analyse comparative peuvent être évoquées sous l'angle des mouvements sociaux : pour la dimension terroriste, celle des groupes d'extrême gauche des pays industrialisés, passés à l'action violente dans les années 1970, sur fond de crise du mouvement de protestation initialement étudiant ; pour la perspective transnationale, celle de la contestation globale et civile de la mondialisation financière et productiviste. Ces considérations, seulement esquissées dans le cadre de cet article, visent surtout à tester des hypothèses sur la pertinence de l'approche des mouvements sociaux par rapport à Al-Qaida.

L'analyse comparée des Brigades rouges italiennes (*Brigate Rosse*, BR) et de la Fraction armée rouge allemande (*Rote Armee Fraktion*, RAF) menée par D. Della Porta suit la périodisation des cycles de protestation⁴⁹, dont nous avons vu l'application à l'étude de la branche saoudienne d'Al-Qaida. Le contraste est frappant entre la nature décentralisée et relativement pragmatique des « organisations du mouvement social » (OMS), qui perdurent dans la phase de régression de la vague protestataire, et l'élitisme autoritaire des groupes isolés d'où vont émerger les formations proprement terroristes. Dans le cas allemand, le passage en 1969-1970 par des camps d'entraînement en Jordanie où des groupes marxistes palestiniens, opposés à la direction de l'OLP, dispensaient des formations à la clandestinité et aux explosifs, fut déterminant pour le lancement de la RAF et des Cellules révolutionnaires (*Revolutionären Zellen*, RZ)⁵⁰. En Italie, en revanche, l'expatriation militante

49. D. Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, *op. cit.*, p. 53.

50. *Ibid.*, p. 98-102.

ne fut pas une étape nécessaire au passage à l'action violente et à la clandestinité. Cette logique plus locale de développement contribua à la mise en place d'une structure plus complexe et étoffée (les six « colonnes » des BR), mais aussi plus rigide dans sa discipline interne et ses procédures opérationnelles. De manière générale, l'entrée dans la clandestinité armée favorise les structures centralisées et compartimentées : autant la naissance du groupe est affectée par les conditions de rupture avec le mouvement social en déclin, autant le déclenchement de la « guerre » contre le système en place fait beaucoup plus dépendre l'évolution du groupe de l'action des services de sécurité et de sa propre logique interne⁵¹.

À bien des égards, Al-Qaida présente plus de points communs avec la RAF des premières années qu'avec les BR : expatriation initiatique comme rite de passage à la terreur revendiquée, mais aussi direction charismatique, célébrée de manière emphatique⁵², et nomadisme subversif de la part de cellules de moins de dix activistes. Le groupe dont l'évolution entre le plus en résonance avec celle d'Al-Qaida est toutefois l'Armée rouge japonaise (*Nihon Sekigun/Japanese Red Army*, JRA), elle-même issue de l'Armée rouge unifiée (*Rengo Sekigun*, United Red Army) : dans les années 1970, les camps d'entraînement à la lutte armée dans les montagnes japonaises visaient moins à dispenser une formation militaire qu'à façonner des communistes sans faille. Ce conditionnement implacable s'accompagna de purges internes d'une grande férocité⁵³, comme dans les camps jihadistes de l'Afghanistan taliban, régis de 1998 à 2001 par une discipline de fer, avec liquidation des récalcitrants ou des plus faibles⁵⁴. La médiatisation des actions violentes des extrémistes nippons fut extraordinaire pour l'époque⁵⁵ et la JRA put à la fois internationaliser sa violence et expérimenter de nouvelles formes d'attentats : les opérations kamikazes, dont la première fut perpétrée en mai 1972 à l'aéroport de Tel Aviv⁵⁶, et les destructions en vol

51. *Ibid.*, p. 135.

52. Ulrike Meinhof écrivit : « [Andreas Baader] est pour nous ce qu'est Fidel pour Cuba, Che pour l'Amérique latine, Lumumba pour le Congo belge, Ho pour le Vietnam (...), la personnification de la direction collective ». *Ibid.*, p. 116.

53. La violence de cet environnement totalitaire, notamment sur la « base » de Haruna durant l'hiver 1971-1972, est rendue avec une impressionnante intensité dans le film méticuleusement documenté de Koji Wakamatsu, *United Red Army* (2008).

54. Pour un témoignage, parmi d'autres, sur les sévices infligés dans les centres de formation d'Al-Qaida à Kandahar, voir P. Bergen, *Ben Laden l'insaisissable*, *op. cit.*, p. 330-331.

55. La prise en otage d'une aubergiste dans le Nord du Japon en février 1972 (« Incident d'Asama Sanso ») fut retransmise en direct par les télévisions japonaises durant dix heures d'affilée.

56. 24 personnes furent massacrées par trois terroristes japonais, dont l'un fut tué et un autre se suicida à la grenade. Le troisième, capturé avant d'avoir pu mettre fin à ses jours, fut libéré par Israël en 1985, dans le cadre d'un échange avec le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), groupe dissident de l'OLP en guerre ouverte avec sa direction. L'attentat de l'aéroport de Tel Aviv (Lod) fut le premier de type kamikaze au Proche-Orient.

d'avions de ligne (même si les circonstances entourant l'écrasement en décembre 1977 d'un Boeing malaisien demeurent obscures⁵⁷).

L'Armée rouge japonaise fut en outre encore plus marquée que la RAF ou les BR par la volonté de mettre un terme à la sujétion à « l'impérialisme américain », le traité liant le Japon aux États-Unis et l'implantation du Pentagone, surtout à Okinawa⁵⁸, étant ressentis comme une véritable « occupation ». Le discours d'Al-Qaida sur la profanation américaine de la « terre des deux saintes mosquées » a des accents qui ne sont pas fondamentalement éloignés des proclamations de l'Armée rouge japonaise sur la corruption américaine et l'impératif de la liquider sans merci. Cependant, outre la différence d'échelle entre cette formation japonaise et le jihad global, la distinction majeure avec la JRA réside dans le pari explicite d'Al-Qaida sur la mobilisation nationaliste contre « l'ennemi lointain » pour galvaniser les énergies contre « l'ennemi proche ». Le « poisson » terroriste a toujours plus de chance de prospérer dans « l'eau » nationaliste que dans « l'eau » socio-révolutionnaire, pour paraphraser un des aphorismes les plus populaires de la guérilla. Et Peter Waldmann a démontré cette forte résilience de la violence ethnico-séparatiste, dans sa comparaison de l'assise sociale de la RAF et des BR avec celle des groupes armés irlandais (IRA) ou basque (ETA)⁵⁹.

La deuxième piste comparatiste s'inscrit dans la perspective suivant laquelle « les mouvements sociaux globaux sont des réseaux supranationaux qui définissent leurs causes comme globales et organisent des campagnes de protestation dans plus d'un État. (...) L'établissement d'un mouvement global requiert le développement d'un discours identifiant une identité commune (le nous) et la cible de la protestation (l'autre) à un niveau supranational »⁶⁰. Certes, le discours d'Al-Qaida sur la mobilisation jihadiste de l'Islam face à la « coalition judéo-croisée » semble conforme à une telle dynamique, mais le mode de fonctionnement de l'organisation, centrée autour de son émir fondateur, apparaît fort éloigné de cette « mondialisation par le bas »⁶¹.

57. L'appareil du vol 653 de la Malaysian Airlines s'écrasa le 4 décembre 1977 sur l'aéroport de Johor, avec 100 personnes à son bord. La JRA, qui avait détourné deux mois plus tôt un avion de la Japan Airlines en Inde, ne revendiqua jamais cet attentat, mais la thèse la plus courante est que le pirate de l'air, membre de la JRA, élimina l'équipage avant de se suicider.

58. Le « traité de sécurité garantie » (ANPO dans son abréviation japonaise), signé à San Francisco en 1951 et renouvelé à Washington en 1960, maintenait Okinawa sous contrôle américain jusqu'en 1972.

59. Peter Waldmann, « Ethnic and Sociorevolutionary Terrorism: A Comparison of Structures », dans D. Della Porta (dir.), *Social Movements and Violence: Participation in Underground Organisations*, Greenwich, JAI Press, 1992.

60. Donatella Della Porta, Massimiliano Andretta, Lorenzo Mosca, Herbert Reiter, *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, p. 18-19.

61. *Ibid.*, p. 1.

L'ambivalence de l'utilisation d'Internet est à cet égard éclairante. Les « identités individualisées », dont la société en réseaux favorise l'émergence, sont « nouvelles et flexibles »⁶² et Al-Qaida profite largement de la Toile pour sensibiliser des sympathisants potentiels⁶³, à qui est martelée en boucle l'obligation individuelle de s'engager dans le jihad global, en tout temps et en tout lieu, selon les termes de la fatwa de février 1998. Ben Laden et son organisation diffusent et enrichissent sur Internet un corpus jihadiste cohérent et sélectif, dont la fonction principale est d'invalider l'Islam officiel, mais aussi les autres versions du salafisme, réformiste ou littéraliste. Internet vise ainsi à suppléer l'absence de crédibilité cléricale ou dogmatique de la hiérarchie d'Al-Qaida⁶⁴ pour promouvoir une interprétation inédite de l'Islam, dans laquelle le jihad est aussi bien la pierre de touche de la foi que la source de légitimité. Si Al-Qaida entre dans une logique « alter » sur Internet, c'est pour y construire un « alter-Islam », miroir virtuel de l'Islam réel, vécu, pratiqué ou enseigné par près d'un milliard et demi de musulmans. Le discours de mobilisation globale vise en fait à transformer le « nous » (un musulman ne l'est vraiment qu'en pratiquant le jihad) sous couvert de défi à « l'autre ». L'application de l'approche des mouvements sociaux à Al-Qaida se révèle donc fort problématique et alimente de vifs débats entre les spécialistes américains.

Un jihad *leaderless* ou *leader-led* ?

Dans son ouvrage intitulé *Understanding Terror Networks*⁶⁵, Marc Sageman, psychiatre et docteur en sociologie qui a travaillé pour la CIA au Pakistan, considère que le « jihad salafiste global » émerge dans l'exil et le déracinement : les « deux grands déplacements – le départ d'Afghanistan en 1991, puis le retour en 1996 – ont radicalisé le mouvement par sélection naturelle et préservation des éléments les plus acharnés »⁶⁶. Sageman ajoute que la très grande majorité de ces militants « ont rallié le jihad dans un pays différent du leur. C'étaient des expatriés – étudiants, travailleurs, réfugiés, combattants (du jihad antisoviétique) – loin de leur foyer et de leur famille »⁶⁷. Cet accent mis sur l'expatriation et la déterritorialisation

62. *Ibid.*, p. 116.

63. Mohammed M. Hafez, *Suicide Bombers in Iraq: The Strategy and Ideology of Martyrdom*, Washington, United States Institute of Peace, 2007, p. 170.

64. Malgré leurs titres de « cheikhs » autoproclamés, ni Ben Laden ni les autres chefs d'Al-Qaida n'ont de bagage religieux, d'où l'importance d'Internet pour diffuser cette production autodidacte.

65. Marc Sageman, *Understanding Terror Networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2004 (*Le vrai visage des terroristes : psychologie et sociologie des acteurs du djihad*, Paris, Denoël, 2005, les citations suivantes sont extraites de cette traduction).

66. *Ibid.*, p. 95.

67. *Ibid.*, p. 174.

comme constitutives d'Al-Qaïda constitue probablement l'apport le plus original de cette recherche dont une partie des données émane de l'accès toujours privilégié de Sageman à la communauté du renseignement.

Travaillant à partir d'un corpus de 172 terroristes, Sageman conclut que ce « mouvement social » d'un type nouveau est résolument « cosmopolite » et qu'il recrute prioritairement dans la classe moyenne : « Les données relatives aux origines socioéconomiques et au niveau d'instruction des jihadistes de cet échantillon réfutent empiriquement l'idée commune qui fait du terrorisme le fruit de la misère et de l'ignorance. Bien au contraire, les salafistes du jihad global sont issus de familles relativement aisées et ont reçu une éducation supérieure à la moyenne de leur pays d'origine, mais aussi de l'Occident »⁶⁸. Cette éducation d'un niveau plutôt avancé est rarement de nature religieuse, Sageman insistant sur le fait que le processus de radicalisation est politique avant d'être islamique.

Il souligne le rôle majeur joué par « Internet [qui] établit un lien en apparence concret entre l'individu et une communauté musulmane virtuelle »⁶⁹, mais estime que l'entrée effective dans le réseau se fait par le biais de « liens d'amitié préexistants »⁷⁰. C'est le modèle des *bunches of guys*, les « petits groupes d'amis »⁷¹, qui constituerait le nœud de structuration de ce mouvement social global. Sageman met en lumière la contradiction entre ces engagements expatriés du jihad global et les mouvements enracinés dans les pays islamiques : « Au moment de l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis de l'Irak en 2003, on a assisté à la mobilisation massive et spontanée de jeunes en défense de l'Islam, mais pas à un ralliement formel et organisé au jihad global. Une fois sur place, la virtualité de leurs motivations est apparue plus nettement. Isolés de la population locale, et naïvement tombés sous le charme d'un jihad virtuel idéal, ils sont devenus aveugles à la réalité de la situation. En Afghanistan comme en Irak, les autochtones ont systématiquement récusé leur sacrifice et se sont même parfois retournés contre eux »⁷².

La recherche de Sageman soulève de sérieux problèmes de méthode, notamment en ce qui concerne le processus de sélection et de constitution de l'échantillon étudié dont la répartition des membres entre « bureau central d'Al-Qaïda », « branche du Proche-Orient », « branche du Sud-Est asiatique » et « branche maghrébine » apparaît d'autant plus sommaire que les deux dernières « branches » – le GIA algérien et la Jemaa Islamiyya

68. *Ibid.*, p. 147.

69. *Ibid.*, p. 291.

70. *Ibid.*, p. 207.

71. *Ibid.*.

72. *Ibid.*, p. 272.

(JI)⁷³ – rassemblent des militants engagés dans un salafisme jihadiste à vocation régionale, et non globale. On s'interroge surtout sur le caractère « social » d'un tel réseau, que Sageman décrit lui-même comme « un mouvement global abstrait reposant sur un lien virtuel avec une communauté virtuelle [qui] produit davantage d'effet sur les jeunes hommes déracinés et isolés dans la société dans laquelle ils évoluent »⁷⁴.

Sageman persiste et signe en 2008 avec *Leaderless jihad*⁷⁵. Fort de l'analyse d'un échantillon d'un demi-millier de jihadistes, il distingue désormais « Al-Qaida central » et « le mouvement social Al-Qaida ». La direction du jihad global, concentrée autour de Ben Laden dans son sanctuaire pakistanais, aurait enclenché un irréversible déclin opérationnel, alors qu'une nouvelle vague de terrorisme d'initiative locale (*homegrown terrorism*), mais d'inspiration globale, représenterait le défi contemporain, dans une logique de « mouvement social ». Cette génération montante de terroristes *homegrown* serait moins instruite et moins favorisée socialement que ses prédécesseurs, dont elle accentuerait le déjà faible niveau de culture religieuse. Internet favoriserait la dispersion et la décentralisation du salafisme jihadiste, dont la vocation globale serait de plus en plus animée par des groupes soudés localement, suivant le désormais fameux modèle du *bunch of guys*. Al-Qaida comme organisation serait vouée à disparaître dans un mouvement social d'une tout autre ampleur, porteur du projet du jihad global.

Bruce Hoffmann, auteur dès 1999 d'un ouvrage de référence, *Inside Terrorism*⁷⁶, publie dans *Foreign Affairs* une réfutation argumentée de la thèse de Sageman⁷⁷. Il lui reproche de réduire la flexibilité et le potentiel d'adaptation d'Al-Qaida, sa capacité à combiner les approches *top-down* d'une structure aussi hiérarchisée avec les initiatives *bottom-up* des cellules locales. Hoffman insiste sur l'importance persistante de l'impulsion donnée par « Al-Qaida central » aux réseaux du jihad global, entre autres en Grande-Bretagne où le travail des recruteurs de Ben Laden a, selon lui, débuté dès 1999. Il souligne que le projet des jihadistes pakistanais va bien au-delà de la « libération » du Caemire et peut donc s'insérer dans la

73. Fondée en 1993, la Jemaa Islamiyya ambitionne d'instaurer un État islamique en Asie du Sud-Est. Une de ses quatre directions opérationnelles entretient des liens avec Al-Qaida, mais la JI demeure indépendante de l'organisation de Ben Laden et tous ses attentats (dont celui de Bali, où 202 personnes trouvèrent la mort le 12 octobre 2002) sont commis sur le territoire supposé de son futur État islamique.

74. M. Sageman, *Le vrai visage des terroristes : psychologie et sociologie des acteurs du djihad*, op. cit., p. 274.

75. M. Sageman, *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twenty-First Century*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008.

76. Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, New York, Columbia University Press, 1999. Hoffman est professeur de science politique à l'Université de Georgetown.

77. B. Hoffman, « The Myth of Grass-Root Terrorism », *Foreign Affairs*, 87 (3), mai-juin 2008, p. 133-138.

planification d'ensemble d'Al-Qaida. La polémique gagne en intensité, avec une vive réponse de Sageman à son contradicteur, elle-même suivie d'une réaction, toutes deux publiées dans *Foreign Affairs*⁷⁸.

La virulence de la controverse a parfois conduit à caricaturer la position des deux spécialistes. Or Sageman n'a pas précocement enterré « Al-Qaida central » et il n'envisage qu'une extinction progressive de sa fonction d'impulsion et de planification du jihad global, tandis que Hoffman se garde bien d'exclure l'importance des facteurs locaux dans le processus de radicalisation, tout en insistant sur le fait que seule l'intégration dans un réseau transnational potentialise la menace terroriste. Comme le souligne Fernando Reinares, professeur de science politique à l'Université Rey Juan Carlos, les attentats du 11 mars 2004 à Madrid, où des explosions coordonnées dans plusieurs trains de banlieue tuèrent 191 personnes, posent moins la question d'un jihad « amorphe » que celle d'un jihad « polymorphe », résultante d'une interaction complexe entre des composantes locales et globales⁷⁹. Et les attentats suicides qui ensanglantèrent Londres le 7 juillet 2005⁸⁰ furent certes perpétrés par des jihadistes britanniques, mais c'est Al-Qaida qui diffusa plus tard leur testament pré-enregistré, dans la veine la plus pure du jihad global. Il est frappant de constater que la polémique entre Sageman et Hoffman recoupe un clivage apparu très tôt au sein même d'Al-Qaida⁸¹ : les idéologues furent d'emblée favorables à la centralisation de la décision, alors que les opérationnels défendaient la décentralisation de l'exécution, les attentats anti-américains de Nairobi/Dar es-Salam en août 1998⁸² ou d'Aden en octobre 2000⁸³ participant des deux logiques. Ce sont toutefois Ben Laden et une poignée de confidents qui planifièrent les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, contre l'avis de la majorité de l'encadrement militaire de l'organisation, et les « idéologues » finirent par l'emporter sur les « décentralisateurs »⁸⁴. L'effondrement du sanctuaire taliban précipita l'éclatement de la hiérarchie de l'organisation, dont le noyau dur se replia vers l'Est et les zones tribales pakistanaises. La plupart des opposants aux attentats

78. M. Sageman, B. Hoffman, « Does Obama still call the shots? », *Foreign Affairs*, 87 (4), juillet-août 2008, p. 163-166.

79. Voir son analyse dans *El País*, 11 mars 2009, à l'occasion du cinquième anniversaire du « 11-M ».

80. Le bilan fut de 52 morts, outre les 4 « kamikazes ».

81. Vahid Brown, *Cracks in the Foundation*, New York, Combating Terrorism Center at West Point, 2008, p. 18-19.

82. Les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie furent la cible d'un double attentat suicide, qui fit 234 morts, dont 12 Américains.

83. 17 Américains périrent dans l'attaque suicide du destroyer *Cole* en rade d'Aden.

84. Le parallèle est saisissant avec l'exécution de Aldo Moro en mai 1978 par les Brigades rouges italiennes, qui marque la victoire de la tendance « stalinienne » et centralisatrice sur la tendance « libertaire » et décentralisée des BR.

du 11 septembre 2001, quant à eux, se réfugièrent en Iran soit pour y demeurer, soit pour poursuivre leur migration à l'Ouest, vers l'Irak ou la Turquie. La critique la plus radicale des attentats de New York et de Washington émane d'Abou Moussab al-Souri (de son vrai nom Mustapha Setmariam Nassar), un activiste syrien engagé dès la première heure dans le jihad global⁸⁵. Proche de Ben Laden, dont il organisait les interviews avec la presse étrangère en 1996-1997, Souri choisit ensuite de prêter directement allégeance au mollah Omar, le chef taliban de « l'émirat islamique d'Afghanistan ». Souri accusa Ben Laden d'avoir précipité la chute du régime taliban et d'avoir été aveuglé par l'illusion d'une confrontation directe avec « l'ennemi lointain ». Plongé dans l'amertume et la clandestinité, il rédigea un monumental « Appel à la résistance islamique mondiale », dont les 1 600 pages de texte arabe furent mises en ligne en décembre 2004. Un slogan provocateur peut résumer sa thèse : « *Nizâm, lâ tanzîm* » (méthode⁸⁶ plutôt qu'organisation). Souri plaidait en fait contre le modèle centralisé d'Al-Qaida et en faveur du passage à l'action violente de cellules autonomes, qui se construiraient en réseau au fur et à mesure de l'extension du champ de la terreur jihadiste.

Souri fut capturé par la CIA au Pakistan en octobre 2005 et ses thèses connurent une grande diffusion sur Internet, mais, à ce jour, aucune opération jihadiste n'a été menée selon ce modèle « basiste » ou « spontanéiste ». Même en supposant qu'elle puisse se développer, cette vague « par le bas » de violence jihadiste devrait atteindre une certaine masse critique pour se constituer en réseau et assurer la durabilité du mouvement. Al-Qaida continue pour l'heure d'évoluer dans une direction inverse, où les encouragements au passage à l'acte terroriste, dispensés régulièrement par Ben Laden et ses adjoints, traduisent une volonté de récupération médiatique et politique de toute forme d'activisme jihadiste, afin de magnifier la puissance réelle de Al-Qaida, à la structure toujours aussi cloisonnée :

– « Al-Qaida central » est rassemblée autour de Ben Laden et de Zawahiri dans les zones tribales pakistanaises, son activité militaire est relativement limitée en Afghanistan comme au Pakistan ; en revanche, elle supervise la propagande diffusée par une cascade de sites et de forums sur Internet⁸⁷. La relation avec les talibans afghans pèse désormais moins que la collaboration avec leurs homologues pakistanais et Al-Qaida mise sur la progression de

85. Voir Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, Londres, Hurst, 2007. B. Lia dirige le programme d'études du terrorisme à l'Institut norvégien de défense (FFI).

86. Dans ce cas, *nizâm* peut également se traduire par « discipline » ou « système ».

87. C'est également sur Internet que Al-Qaida s'emploie à réfuter les critiques des figures jihadistes retournées contre elle, notamment le « Docteur Fadel ». La réponse sur Internet de Zawahiri à ce dernier, qui fut son mentor, a été traduite en français. Voir Ayman Zawahiri, *L'absolution*, Paris, Éditions Milleli, 2008.

l'insurrection islamiste au-delà des sanctuaires tribaux. Les membres d'« Al-Qaida central » sont liés par une allégeance (*bay'a*) personnelle à Ben Laden, prêté bien avant le 11 septembre 2001, et l'émir ainsi incontesté contrôle les trois branches de l'organisation, dont chacun des chefs lui a également prêté allégeance personnelle.

– « Al-Qaida pour la Péninsule arabique » (AQPA) fut constituée en Arabie Saoudite après 2001, à l'initiative de Ben Laden. La composante des vétérans d'Afghanistan y est primordiale, mais la campagne terroriste de 2003-2005 lui aliéna la mouvance islamiste, y compris la plus radicale. AQPA n'en devint que plus vulnérable à la répression gouvernementale et, petit à petit, perdit pied sur le territoire saoudien. Elle se replia au Yémen et sous direction yéménite en janvier 2009.

– « Al-Qaida en Irak » (AQI) est issue du groupe « L'unification et le jihad », fondé en Afghanistan en 2000, par le jihadiste jordanien Abou Moussab Zarqaoui (de son vrai nom Ahmad Fadel al-Khalayla). Réfugié au Kurdistan d'Irak dès 2002, Zarqaoui implanta ses réseaux dans le reste du pays à la faveur de l'invasion américaine de mars 2003 et sa formation se distingua par sa violence anti-américaine et sa terreur anti-chiite. À l'automne 2004, Zarqaoui prêta allégeance à Ben Laden et son groupe changea symboliquement de nom pour intégrer le jihad global. Après la mort de Zarqaoui en juin 2006, « Al-Qaida central » désigna comme émir d'AQI un jihadiste égyptien, Abou Hamza al-Mouhajer, qui ne parvint pas à enrayer le retournement de la guérilla nationaliste contre cette organisation perçue comme « étrangère ». AQI perdit ses bastions à Bagdad et dans les provinces occidentales, avant de se replier vers le Nord et Mossoul.

- « Al-Qaida au Maghreb islamique » (AQMI) est issue du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), dissident du GIA algérien et créé en 1998. Dirigé par Abdelmalek Droukdal (surnommé Abou Moussab Abdelwadoud), le GSPC choisit l'intégration à Al-Qaida à l'automne 2006 pour endiguer l'hémorragie de ses militants et accéder à une nouvelle notoriété internationale. Devenu AQMI en janvier 2007, il organisa effectivement de spectaculaires attentats suicides dans la capitale, mais se révéla incapable d'étendre son influence au-delà de ses maquis de Kabylie. Sa branche saharienne poursuit, sous la bannière du jihad global, des activités d'enlèvements, de prédateurs et de trafics divers, déjà fort profitables du temps de l'ex-GSPC. Cet emboîtement d'Al-Qaida entre sa hiérarchie, installée au Pakistan, son émanation saoudienne, repliée au Yémen, et deux filiales « franchisées », au développement heurté, ne correspond que de très loin au modèle d'efflorescence globale, cher aux modélisateurs des « réseaux de réseaux ». Il s'agit au contraire d'une organisation transnationale, dont la rigidité garantit la survie

par-delà les épreuves et les crises. L'allégeance personnelle à l'émir Ben Laden est cruciale pour assurer la cohérence de ces différents appareils, et la question du devenir de l'organisation en cas de disparition de son fondateur demeure entière.

Al-Qaida est aujourd'hui la seule organisation salafiste jihadiste à vocation globale. Cette ambition planétaire nourrit des rapports forcément conflictuels avec des groupes enracinés dans une population ou un territoire, même si des intermèdes de rapprochement tactique ont pu laisser croire à une convergence plus profonde, comme en Irak au début de l'occupation américaine. Par ailleurs, l'accent mis sur le jihad pour distinguer les « bons » des « mauvais » musulmans est renforcé au point que certains spécialistes y voient la consolidation d'une déviance, voire l'émergence d'une nouvelle religion fétichisant le jihad⁸⁸.

Quant à l'ambivalence structurelle d'Al-Qaida, qui a suscité d'aussi vives polémiques, la clef peut en être trouvée dans la double signification du terme de « base » qui a donné son nom arabe à l'organisation : la « base de données » (*qâ'ida al-ma'lûmât*), soit le réseau transnational de mobilisation des partisans, et la « base sûre » (*al-qâ'ida al-amîna*⁸⁹), soit le sanctuaire territorial de diffusion de la violence organisée. Al-Qaida a connu son apogée de 1998 à 2001, lorsque la protection du régime taliban lui permit de développer de concert les deux dimensions de sa « base » éponyme. Aujourd'hui, l'organisation s'efforce de compenser par la surenchère sur Internet le rétrécissement et la relative vulnérabilité de sa « base » pakistanaise. Le fait que sa forte visibilité médiatique puisse ainsi se conjuguer avec sa marginalité physique n'est pas le moindre des obstacles auxquels se heurte l'analyse de cette organisation à ce jour unique. ■

Jean-Pierre Filiu est professeur associé à Sciences Po, Paris (chaire Moyen-Orient) et chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Sciences Po/CNRS). Il a été professeur invité à l'Université de Georgetown. Ses travaux portent actuellement sur l'Islam dans la mondialisation. Il a notamment publié *Les frontières du jihad* (Paris, Fayard, 2006), *L'apocalypse dans l'Islam* (Fayard, 2008, prix Augustin-Thierry des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois en 2008) et *Les neuf vies d'Al-Qaida* (Fayard, 2009). Adresse électronique : jeanpierre.filiu@sciences-po.org

88. Telle est l'orientation que prennent les travaux les plus récents de David Cook, professeur à l'Université Rice de Houston et auteur de *Understanding Jihad*, Berkeley, University of California Press, 2005.

89. L'expression équivalente *al-qâ'ida al-solba* signifie « la base solide ».